

La semaine dernière, plus de 300 000 personnes ont manifesté dans toute la France contre les suppressions de postes dans l'Education Nationale et pour la défense des services publics. Pour toute réponse, Xavier Darcos s'en est pris aux enseignants, des « irresponsables » qui « jettent les lycéens devant eux » et Nicolas Sarkozy a riposté en lançant le rideau de fumée du Service Minimum d'Accueil à l'école. Après le service minimum dans les transports, cette nouvelle provocation présidentielle avait pour seul but de détourner l'attention des médias.

Nicolas Sarkozy et ses ministres montrent leur vrai visage, celui d'hommes de droite réactionnaires qui veulent briser le mouvement syndical et anéantir le droit de grève pour mieux faire avancer leur agenda de réformes ultra-libérales.

C'est la raison pour laquelle la mobilisation d'aujourd'hui sera un test décisif. Toutes les organisations syndicales appellent à manifester pour la défense des retraites par répartition. Les communistes seront présents cet après-midi à Lille comme ils l'étaient la semaine dernière.

Sur la question des retraites, la droite mène depuis des années une bataille idéologique, secondée par une partie des médias. On nous assène comme une évidence que face aux progrès de l'espérance de vie, il est nécessaire de reculer l'âge de départ à la retraite et d'augmenter le nombre d'années de cotisations.

Les salariés du privé sont passés de 37,5 annuités de cotisation à 40 à partir de 1993 et des réformes Balladur, les salariés du public en 2003 avec Fillon, tous les salariés du public comme du privé devront cotiser 41 ans pour profiter d'une retraite à taux plein.

En réalité, les fausses évidences du gouvernement masquent la volonté de la droite d'en finir avec la retraite par répartition, dernier vestige de « l'Etat providence ». Avec les décotes et l'entrée plus tardive sur le marché du travail, il va devenir de plus en plus difficile de partir en retraite avec toutes ses annuités. La fin de la retraite à 60 ans est programmée. Par le jeu des décotes, un salarié qui partirait à 60 ans sans avoir cotisé toutes ses annuités se retrouvera avec une pension amputée de 15 ou 20 %.

Beaucoup de salariés, pour se prémunir, choisiront d'épargner dans des fonds de pension privés. C'est là le vrai objectif du gouvernement. Acquise aux intérêts des capitalistes, la droite veut leur confier notre épargne !

Cette politique ultra-libérale va de pair avec un discours culpabilisateur : les Français ne travaillent pas assez, pas assez longtemps... On connaît la musique. En réalité, les salariés français sont parmi les plus productifs du monde. Selon les chiffres du Bureau of Labor statistics (BLS), organisme officiel américain donc peu suspect de socialisme militant ou de francophilie excessive, un (ou une) Français(e) qui occupe un emploi avait produit 71 900 dollars de richesses en moyenne au cours de l'année 2005. C'est certes moins que les 81 000 dollars produits par l'employé américain moyen mais significativement plus que les 64 100 dollars d'un anglais, les 59 100 dollars des allemands ou encore les 56 300 dollars d'un japonais...

De l'argent, il y en a. En rééquilibrant le partage de la valeur ajoutée, on mettrait fin à un détournement de 8 points de PIB au bénéfice des actionnaires et de la finance, qui dure depuis un quart de siècle. La hausse progressive des cotisations sociales au

fur et à mesure des besoins est parfaitement envisageable, soit en augmentant le taux de cotisations patronales, soit en élargissant l'assiette des cotisations, parallèlement à la baisse des dividendes. Ce nécessaire rééquilibrage pourrait être favorisé et amplifié dès lors qu'il se mettrait en œuvre au niveau de l'Union européenne.

Le combat sur les retraites est un combat d'avenir, un combat pour une société solidaire. Ce combat ne peut pas être perdu et il passe par des campagnes d'information et de mobilisation partout en France, dans toutes les villes.

A Hénin-Beaumont, le mouvement social prend ses responsabilités en lançant dès aujourd'hui dans l'unité une grande campagne d'information sur la question des retraites pour dénoncer les mensonges du gouvernement et proposer d'autres solutions pour des retraites solidaires.